

CIBLE

Mépris

Nicolas Sarkozy est en train de se rendre insupportable aux yeux de celles et ceux qu'il devrait tout particulièrement respecter : les rescapés de la déportation, les anciens de la Résistance, les anciens combattants, les militaires.

Aux Glières, à Compiègne, aux Invalides récemment, beaucoup ont été les témoins de l'impatience, de l'indifférence, des propos insolents et vulgaires du supposé président. Il lit de beaux discours devant les caméras, mais il se fiche manifestement de ce qui est écrit.

Les Anciens se taisent, consternés : leur âge n'est même pas pris en considération. Les militaires commencent à parler. Ainsi le général Thomann, ancien commandant de la Force d'action terrestre, qui a dénoncé dans la presse les conséquences funestes du Livre blanc sur la défense et de la Révision générale des politiques publiques. Il y a « *menace sur notre capacité militaire* » et les autorités « *apprécient mal le degré de lassitude et de frustration des personnels* » d'une armée « *appelée à faire de la figuration* ».

On a tort, à l'Élysée, de mépriser cet avertissement.

STRATÉGIE

Construire le XXI^e siècle

Idées

**Philippe
Ariès**

p. 9

Proche-Orient

**Nouveau
jeu**

p. 5

On ne tire pas sur une ambivalence

À la muette stupeur des journalistes les mieux informés, le Colonel Sponz, chef des services secrets royalistes, fut le premier à révéler, l'automne dernier, que le char de l'État naviguait non seulement sur un volcan mais surtout entre deux pôles.

Non et non, nom de nom ! L'un des deux n'est pas le Pôle Tron : ça, c'est le point de repère des socialistes et plus spécialement du camarade Laurent, l'homme qui n'a jamais eu le courage de saisir les occasions qui se présentaient à lui pour changer le cours de la politique française.

Moi, je vous parle de géographie et je vous rappelle que l'État fonctionne depuis l'été sur le mode bipolaire : à savoir que Nicolas Sarkozy est retenu en otage au Canada par un groupe de Hurons (Pôle Nord) alors qu'au Pôle Centre un sosie du président de la République (nom de code N.S.) tente de faire croire au peuple français que l'Élu de mai 2007 accomplit normalement ses devoirs d'État (1). C'est du Pôle Centre que vient l'idée de mettre cap à l'Ouest - intégration complète dans l'Otan - car il faut bien avouer que l'Élysée a perdu le Nord, je veux dire tout contact avec le Canada.

Grâce aux rapports que me transmet par béliographe une Mata Hari huronne retournée (honne soit qui mal y pense) par mes soins, je peux révéler que le véritable président de la République n'est pas sorti d'une phase dépressive qui l'a tenu tout l'hiver dans la mélancolie. Les belles indiennes ne parviennent plus à faire briller ses yeux et il reste des heures prostré dans sa tente. Henri Guaino lui manque et il donnerait sa peau de bison tout entière pour un passage de quelques minutes à la télévision. Il se sent inutile et se traite d'imbécile plus que de raison...

À l'autre pôle, élyséen, N.S. continue de vivre en état de surexcitation permanente. Galvanisé par le décorum, il n'arrête pas de bouger, de parler, de rire. Pour le sommeil, un couple d'heures lui suffit et il prétend avoir vaincu la fatigue. Il mange comme quatre sans grossir et son activité libidinale a atteint une intensité et une fréquence

exceptionnelles - si bien que deux gardes protègent jour et nuit Carla B., la prude intermittente du spectacle recrutée pour faire croire que la vraie Carla a épousé le vrai Nicolas. Cette frénésie ne calme pas son besoin de taper dans le dos des hommes et de flatter la croupe des femmes, joignant aux gestes déplacés des plaisanteries de corps de garde. Jamais en retard d'une vulgarité, il exhibait voici peu sa nouvelle montre qui lui a coûté *trois fois plus cher que l'ancienne* et la faisait circuler parmi ses convives.

Commander un avion comme on appelle un taxi, jouer avec les militaires français comme un enfant qui dispose ses soldats de plomb sur une table, trousse les collectionneuses de vedettes, de ministres, de rois et de présidents qui peuplent les allées du pouvoir depuis la nuit des temps - tous ces privilèges et bien d'autres avantages portaient au paroxysme sa vanité

et le conduisaient à surestimer ses capacités.

Malgré les rappels angoissés des conseillers élyséens, il croit désormais qu'il a vraiment été élu président de la République. Complètement libéré de toute inhibition, il parle de tout, intervient sur tous les sujets en méprisant les notes et les discours qu'on écrit pour lui. Tel jour, il annonce que les écoliers français apprendront désormais l'histoire de l'esclavage dès le primaire, alors que la question est déjà au programme depuis 2002 (2). Tel autre jour, il affirme qu'« *il y a une quinzaine de bases aériennes où il n'y a plus un avion depuis 20 ans, il m'appartiendra certainement de les fermer* » - mais les militaires et les observateurs cherchent toujours ces fameuses bases (3).

Ces manies désespèrent ses conseillers qui s'épuisent à réinterpréter les *distractions* d'un homme parfaitement incontrôlable lorsqu'il est au contact avec la foule ou à l'antenne. Pris au jeu de la bipolarité, ils ne peuvent révéler leur supercherie ni éliminer le personnage qu'ils ont imprudemment fabriqué. Que voulez-vous, on ne tire pas sur une ambivalence, me glissait à l'oreille une grise éminence avant de s'évanouir dans l'ombre...

Colonel SPONZ

(1) Cf. *Royaliste* n°917, 919 et 921.

(2) Cf. *Libération*, 12 mai 2008.

(3) Cf. le blog Secret Défense de Jean-Dominique Merchet et les commentaires qui y sont publiés : <http://secretdefense.blogs.liberation.fr/defense/2008/05/nicolas-sarkozy.html>

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE : HENRI GUAINO

SOMMAIRE : p.2 : On ne tire pas sur une ambivalence - p.3 : Le roi nu s'offre une nouvelle tribune - Doubles - p.4 : La valse des cocus - Sui quidit c'est sui quivet - p.5 : Le Golan - p.6/7 : Construire le XXI^e siècle - p.8 : Gisèle, Jean, Paul et le petit Roger - p.9 : Philippe Ariès, sourcier de l'Histoire - p.10 : Naturellement incorrect - Princesse et artiste - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Prendre des risques.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Le roi nu s'offre une nouvelle tribune

Doubles

Le Président de la V^e République, constitutionnellement irresponsable devant le Parlement, n'a ni discours du trône à y prononcer, ni serment constitutionnel à y prêter, ni discours sur l'état de la nation à y présenter, et encore moins de déclaration de politique générale à y faire, ce qui relève exclusivement de la responsabilité du Premier ministre.

P ourtant l'Assemblée nationale à l'exception des députés de gauche et même de certains élus U.M.P., vient de voter la possibilité pour le président de la République de venir s'exprimer une fois l'an, devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles ; le discours du chef de l'État devant être suivi d'un débat sans vote, et en son absence.

Après la réforme du quinquennat, l'inversion du calendrier électoral, et l'hyperprésidence contraire à l'article 20 de la Constitution, un pas de plus vient d'être franchi vers l'instauration d'un régime présidentiel de fait, justifiant d'autant plus le renforcement des pouvoirs du Parlement.

En Europe, les régimes parlementaires n'autorisent pas les chefs d'État à venir s'exprimer devant la représentation nationale, en application du principe de séparation des pouvoirs.

En France, suite aux affrontements entre une Assemblée majoritairement monarchiste et le président de la République, les lois constitutionnelles de 1875 (III^e République) ont interdit l'accès du Parlement au chef de l'État, qui peut seulement y envoyer un message, lu et non suivi de débat.

Si dans les monarchies parlementaires européennes, le monarque est amené à se rendre au Parlement, c'est en tant que garant de la démocratie et de l'unité nationale : soit pour y prêter le serment constitutionnel, à l'avènement de son règne, comme une sorte de sacre démocratique, accompli au sein du Parlement (c'est le cas en Espagne, aux Pays-Bas, en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg), soit pour procéder à l'ouverture solennelle de la session parlementaire (c'est le cas en Suède, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas), mais également, dans certains pays (Royaume-Uni, Pays-Bas), pour y prononcer annuellement, à cette occasion, le discours du trône.

Il s'agit du programme du gouvernement, rédigé en fait par le Premier ministre, pour la législature à venir, mais lu et présenté par la reine. Ces événements solennels trouvent leur utilité, dans la mesure où ils font du monarque le garant du bon fonctionnement démocratique des institutions, de la continuité historique de l'État et de l'unité nationale.

C'est ainsi qu'en 1999, à l'ouverture du Parlement autonome écossais par la reine Élisabeth II, le président de l'Assemblée, David Steel, a, à l'adresse des indépendantistes, salué la reine non pas seulement, comme souveraine

du Royaume-Uni, mais ayant pris place, au sein du Parlement, en tant que reine des Écossais.

Ainsi, le gouvernement est toujours celui de *sa gracieuse majesté*, quelle que soit la majorité politique au pouvoir, gouvernement légitime, authentifié par le chef de l'État comme celui, par lequel la nation doit être, selon ses propres vœux, gouvernée.

S'adresser au Parlement, en étant constitutionnellement irresponsable, dans le cadre d'un régime parlementaire ou présidentiel, correspond nécessairement à une fonction précise, et n'est jamais anodin pour le chef de l'État. Pour l'anecdote, il est toujours utile de rappeler qu'afin d'éviter que la reine ne soit, le cas échéant, séquestrée par les élus du peuple, un député doit toujours être retenu au Palais de Buckingham pendant le discours du trône, que l'Élu suit à la télévision !

Autant il est compréhensible que certains monarques européens, dans leur rôle, se rendent au Parlement ou que dans un régime présidentiel, les pouvoirs étant totalement séparés, le Président prononce chaque année, comme aux États-Unis, un discours sur l'état de la nation, avec recommandation d'un ordre du jour parlementaire pour l'année en cours, autant il est déplacé et dangereux que le président de la V^e République s'offre une tribune politique de plus, dans le cadre d'un régime au moins toujours parlementaire en droit, mais où le Premier ministre est réduit abusivement au silence.

Denis CRIBIER

A Royaliste et ailleurs, on se lamente : « *il n'y a pas d'opposition !* ». Moi je dis qu'il y en a plusieurs mais elles sont toutes nichées à droite.

Il y a l'opposition de nombreux députés UMP aux initiatives de Nicolas Sarkozy. Jean-François Copé est le chef de cette fronde parlementaire.

Il y a, au sein du gouvernement, l'opposition entre les partisans de François Fillon, Premier ministre promis à l'éviction dans sept mois, et Xavier Bertrand qui pourrait le remplacer.

Il y a l'opposition entre le gouvernement selon l'article 20 de la Constitution et le gouvernement au sens de l'article 007 (*Permis de tuer*). En clair, Nicolas Sarkozy a repris à la gauche l'idée du **contre gouvernement** et décidé de réunir chaque semaine à l'Élysée sept ministres désignés comme des *politiques* - car tout ce qui n'est pas sarkozyste n'est pas politique. Dans cette *short list* dont on ose nous dire qu'il ne s'agit pas d'un gouvernement-bis, on trouve les plus fidèles, les plus médiatiques, les plus offensifs des ministres : Brice Hortefeux, Xavier Bertrand, Xavier Darcos, Luc Chatel... mais pas Rachida Dati. *Sic transit bling-bling mundi !*

Des observateurs avertis en concluent que François Fillon est de plus en plus marginalisé. Nous lui conseillons de déposer une motion de censure contre le gouvernement-bis lorsque Nicolas Sarkozy viendra s'exprimer devant l'Assemblée. Ce n'est pas prévu par la Constitution ? Justement, ce sera encore plus rigolo.

Annette DELRANCK

La valse des cocus

Où l'on voit comment la CGT et la CFDT, piégées par le gouvernement, risquent de mettre fin aux 35 heures.

Avec l'aide - sinon le consentement - de la CGT et de la CFDT le gouvernement s'apprête à mettre un terme à la semaine de travail de 35 heures. Tout commence par une lettre adressée par François Fillon aux partenaires sociaux en décembre dernier. Le Premier ministre les invite à entamer des négociations sur la réforme de la représentativité syndicale, sur leur financement et - trouvez l'erreur - sur le temps de travail, sous menace, s'ils ne parviennent pas à un accord, de légiférer.

Trop content de voir, enfin, un gouvernement s'attaquer à l'arrêté de mars 1966 qui dresse la liste des cinq confédérations syndicales représentatives, la CGT et la CFDT se lancent aveuglément dans cette négociation. Objectifs : fonder la représentativité des syndicats sur les élections en entreprise, fixer un seuil inaccessible pour les *petites* centrales syndicales (Force ouvrière, la CFTC et la CFE-CGC) de manière à les évincer et se partager l'argent du paritarisme non plus à cinq (comme aujourd'hui), voire à huit (comme l'exigerait la démocratie), mais à deux.

Soutenues par deux organisations patronales (le Medef et la CGPME), la CGT et la CFDT parviennent sans trop de mal à leurs fins et règlent la question du temps de travail en huit lignes qui autorisent entreprise par entreprise, à titre expérimental, à dépasser le contingent d'heures supplémentaires. En clair, cela revient à faire une croix sur les 35 heures. Ultime précision : la négociation se conclut, non pas

par un accord auquel auraient pu s'opposer Force ouvrière, la CFTC et la CFE-CGC, mais sur une position commune qui n'a pas la même valeur juridique qu'un accord.

Ce faisant, la CGT et la CFDT sont tombées dans le piège. S'apercevant de leur bêtise, Bernard Thibault et François Chérèque se sont fendus d'un communiqué dans lequel ils appellent le gouvernement à respecter l'esprit et la lettre de la déclaration commune, comme il s'y était engagé - ou de rouvrir des négociations sur les 35 heures comme le prescrit la loi de janvier 2007 sur le dialogue social qui oblige tout gouvernement à engager des négociations avant toute réforme sociale.

À ces deux requêtes, le gouvernement réplique, un, qu'une déclaration commune n'a pas la même valeur juridique qu'un accord et, deux, que, dans la mesure où des négociations ont eu lieu, la loi est respectée. « *Juridiquement, c'est inattaquable* » avance un dirigeant syndical non-signataire, avant de conclure : « *après le bal des hypocrites, on assiste à la valse des cocus* ».

Au premier rang des *cocus* figurent les salariés français qui, en contrepartie du passage de 39 à 35 heures de travail hebdomadaires, avaient dû renoncer à certains droits, s'étaient vus imposer un gel des salaires, une réorganisation de leur travail, et une augmentation de leur productivité. Aujourd'hui, ils vont devoir renoncer aux 35 heures, sans contrepartie. Merci MM. Thibault et Chérèque.

Nicolas PALUMBO

Sui quidit c'est sui quiyet

Quant au débat entre dame Royal et sieur Delanoë, nos lecteurs ne seront pas plus avancés après avoir lu mon article qu'avant de l'avoir commencé.

Pourquoi ? Parce qu'ils savaient au départ ce qui se confirmera à l'arrivée : Ségolène Royal et Bertrand Delanoë sont rivaux pour la prochaine élection présidentielle. C'est brutal, c'est banal, ce n'est pas très intéressant : l'affrontement se déroule à l'aile droite du Parti hollandiste, entre deux partisans du Oui au « *traité constitutionnel* », donc à l'intérieur d'une sous-fraction de l'oligarchie.

Ce qui est fou dans cette historiette, c'est l'angle d'attaque choisi par Bertrand Delanoë et ses communicants : le futur candidat se proclame « *libéral et socialiste* ».

La formule a fait l'effet d'une bombe : ce n'est qu'un pétard mouillé à l'eau de rose grâce auquel le maire de Paris se forge une réputation de *dinamitero* - spécialisé dans la destruction des *tabous* brisés et des portes ouvertes.

Voyez comme il s'avance, plein de malice : c'est le libéralisme politique qu'il défend, selon Montesquieu, Locke et la Déclaration de 1789 ! Voyez comme il annonce, avec un courage qui frôle la témérité, qu'il va *briser les idoles*. Voyez comme il dénonce le marxisme « *qui raisonne sur des classes sociales et qui finit par broyer les hommes* ». Quelle audace ! Ça tombe bien : *De l'audace*, c'est le titre de son livre. Si j'étais Laurent Joffrin, son porte-plume, lecteur pressé de fiches bâclées, j'évoquerais

Danton contre Robespierre. La comparaison est bien choisie, si on la replace dans le cadre d'un théâtre de marionnettes.

Car cette bouillie pour les chats est, si j'ose dire, de la poudre aux yeux. Les dirigeants socialistes français (Jean Jaurès, Léon Blum) ont toujours été partisans du régime parlementaire et François Mitterrand n'était pas marxiste. Quant au libéralisme économique, tout le monde sait que le tournant a été pris en 1983 et confirmé en 1988 par Michel Rocard puis en 1997 par Lionel Jospin, champion des privatisations... Cela fait beau temps que les patrons de la rue de Solferino sont partisans de la concurrence et du « *socialisme dans la mondialisation* ». Dantonet se moque du monde !

Et Ségolène Royal participe à la pantomime lorsqu'elle s'indigne du ralliement de son rival au libéralisme. « *Nous, socialistes, nous sommes des libéraux au sens politique original car nous sommes ardemment attachés aux libertés individuelles et démocratiques* » écrivait-elle il y a quelques mois (1).

Du pareil au même, et réciproquement. Nous sommes dans le mimétisme banal, et les rivaux disent n'importe quoi pour se différencier. N'importe quoi - sauf ce qui pourrait mettre en péril l'ordre établi.

Sylvie FERNOY

(1) Ségolène Royal, *Maintenant*, 2007, Hachette littérature.

Le Golan

Sur l'échiquier proche-oriental, deux pions viennent de bouger : le Hezbollah au Liban et Israël sur le Golan.

Bush n'a pas renoncé à utiliser les sept mois qui lui restent pour faire avancer la solution des problèmes au Proche-Orient. En réalité, il s'efforce d'aider le Premier ministre israélien Ehud Olmert à sortir de l'impasse où il a mis son pays avec la désastreuse guerre au Liban de l'été 2006. Si la situation en Irak est moins pressante, la vulnérabilité de son allié israélien n'en apparaît que plus visible. Olmert aurait dû sauter depuis longtemps si on ne voulait précisément profiter de son impopularité pour faire avaler quelques couleuvres à son électorat.

La recette est des plus traditionnelles. Quand la discussion israélo-palestinienne stagne, Israël joue la carte syrienne. Cela avait presque marché en 2000 pour le Premier ministre d'alors, le travailliste Ehud Barak, actuel ministre de la Défense. Le président Clinton avait joué les *facilitateurs*, mais l'accord sur la restitution du Golan avait échoué. Le président syrien, Hafez el-Assad, père de l'actuel, est mort sans avoir pu reconquérir le plateau conquis par Israël en 1967. Personne ne conteste aujourd'hui que ce territoire qui domine le lac de Tibériade ne possède plus l'importance stratégique qu'il revêtait jusque là dans une guerre classique. Sauf les quelque dix-huit mille colons israéliens, rien ne s'oppose à son retour à la Syrie.

Olmert, aux abois, reprend la main. Mais cette fois, la manœuvre est double. Sous couvert d'enclencher un mouvement de retrait sur les frontières de 1967, dont les Pa-

lestiniens pourraient bénéficier ultérieurement, l'objectif visé est le Liban. En effet, depuis la guerre de l'été 2006, le Hezbollah ne cesse d'y progresser. L'urgence est de séparer le mouvement chiite de son protecteur syrien. Les Israéliens ont une seule carte à jouer : celle du Golan. C'est le moment d'abattre cette carte sur la table. Mais c'est le contraire de tout ce qui avait été tenté depuis 2005 avec le départ des troupes syriennes du même Liban.

Washington avait cru pouvoir récupérer la mise au Liban grâce au gouvernement anti-syrien issu des élections du printemps 2005. La guerre contre le Hezbollah, supposée renforcer ce gouvernement en le débarrassant d'une opposition, lui a au contraire ôté sa légitimité. Une dernière maladresse du Premier ministre Fouad Siniora a finalement permis de débloquer la situation mais à son détriment. Il aura suffi au Hezbollah de taper sur la table là où cela faisait mal, les quartiers sunnites de Beyrouth-Ouest, pour qu'en deux temps trois mouvements tout soit réglé. Michel Sleimane, nouveau président du Liban, qui t'a fait roi ? Hassan Nasrallah et le parti de Dieu.

Bush, rejeté du Liban, n'a donc plus d'autre option que Damas, qu'il est obligé d'aborder en position de faiblesse. Si jamais Israël doit lâcher le Golan, c'est que les choses vont réellement mal. Or la Syrie est aussi en position d'acheter, car Bachar el-Assad a besoin de redorer son blason. Le Hezbollah lui échappe. Il devient trop fort même pour lui. Il serait illusoire de penser que, comme

le proclame la propagande néo-conservatrice, la Syrie, l'Iran et le Hezbollah ne forment qu'un seul et unique *axe du mal*. Chacun joue très subtilement son propre jeu dans l'affaire. Traiter sérieusement avec Damas, pour une fois, est un premier pas vers la reconnaissance que les choses sont finalement plus compliquées qu'elles ne paraissent. Le fait de s'adresser aux Turcs est la preuve que Israël est sérieux. Si la Syrie bascule, de nouvelles ouvertures pourront être créées pour l'Irak du Nord.

Le coup de force du Hezbollah de quelques heures à Beyrouth a démonté toute une stratégie américaine laborieusement mise au point depuis plus de quatre ans. Il oblige Bush et Olmert à tenter dans l'urgence un spectaculaire renversement d'alliances. Or un seul coup est permis. S'ils lâchent cette carte, ils n'en ont pas d'autre. Quel gâchis pour les Américains et les Israéliens !

Car cela n'arrêtera pas le Hezbollah : personne n'imagine le retour des Syriens au Liban. La coalition libanaise au gouvernement est grande perdante. Mais il ne faut pas désespérer des Libanais. Les vrais indépendants n'étaient peut-être pas ceux que l'on croyait. Les alliances successives des uns et des autres avec les Syriens ne servaient que des intérêts immédiats. S'il faut maintenant choisir entre la Syrie et le Hezbollah, de nouveaux reclassements partisans en découleront. Entre ceux qui ne pensent qu'au Liban et ceux qui ont d'autres agendas régionaux ou internationaux, la confusion risque de se perpétuer. Entre temps, Bush et Olmert auront disparu.

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **DANEMARK** – Le prince Joachim, âgé de 38 ans, fils cadet de la reine Margrethe, vient d'épouser en seconde noce une Française, Marie Cavallier, âgée de 32 ans. Elle rejoint dans la Cour royale, son beau-père, le prince consort Henrik, comte de Laborde de Monpezat, Français lui aussi, qui avait épousé en juin 1967 la princesse héritière Margrethe. Le prince Joachim, qui occupe le 4^e rang dans la ligne de succession, avait divorcé en avril 2005 de la princesse Alexandra, originaire de Hong Kong, après près de 10 ans de mariage. Ensemble, ils ont eu deux garçons, les princes Nikolai (7 ans) et Felix (5 ans).

◆ **NORVÈGE** – Le 22 mai, une proposition présentée par le *Socialistisk Venstreparti* (Parti socialiste de gauche) et visant à supprimer la monarchie norvégienne a été rejetée par une forte majorité au Parlement (21 voix pour, 106 voix contre). Déjà, en juin 2004, une proposition analogue n'avait recueilli que 26 voix. Interrogé par l'agence de presse NTB, Berit Brorby, membre du Parti travailliste, force principale dans la coalition gouvernementale, a déclaré que la monarchie fonctionnait très bien et qu'elle bénéficiait d'une immense approbation populaire.

◆ **GRANDE-BRETAGNE** – Le prince William, deuxième dans l'ordre de succession à la couronne d'Angleterre, qui vient de terminer sa formation dans la Royal Air Force va maintenant la poursuivre en étant affecté à une unité de la Royal Navy. Le prince devra acquérir une formation de base dans la navigation et le maniement des navires, avant de passer cinq semaines sur l'*Iron Duke*, stationné dans les Caraïbes et affecté à la lutte contre les trafiquants de drogue.

◆ **NÉPAL** – L'assemblée constituante du 28 mai dernier, à une quasi-unanimité (sur 601 membres, 560 ont voté pour et seulement 4 contre), a aboli une monarchie - vieille de 239 ans - et transformé le Népal en une république. Elle a donné au roi Gyanendra, âgé de soixante ans, deux semaines pour quitter son immense palais de Narayanhity, dans le centre de la capitale Katmandou, qu'elle veut transformer en musée. « *L'ancien roi respecte la décision de l'assemblée constituante et est prêt à quitter prochainement le palais* » a déclaré Bimalendra Nidhi, un responsable du Parti du Congrès. Le palais royal est toujours gardé par 1 500 soldats mais l'armée népalaise, considérée cependant comme un bastion des royalistes, a fait savoir qu'elle appliquerait toute instruction du gouvernement visant à lever cette protection.

Construire le XXI^e siècle

N

ous nous entretenons régulièrement avec Jacques Sapir, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, professeur à l'École économique de Moscou et auteur de nombreux ouvrages consacrés à la science économique, à la stratégie militaire, à l'Union soviétique, à la Russie...

Dans un nouveau livre, Jacques Sapir examine les rapports internationaux en ce début de siècle marqué par l'échec de la politique américaine et par des transformations profondes dans les rapports de force (que les oligarques de l'Ouest européen refusent de prendre en considération). Or toutes les crises que nous vivons annoncent un rôle croissant des nations...

■ **Royaliste : Quelle est l'idée directrice de ce nouveau livre ?**

Jacques Sapir : Mon livre procède de l'idée que chaque siècle politique - différent du siècle calendaire - s'identifie par sa cohérence et que celle-ci donne une certaine forme d'explication aux événements qui se déroulent en son sein. Il nous faut alors nous demander quand commence le XXI^e siècle politique.

En réalité il débute comme le précédent, par un échec. Le XX^e siècle se construit à partir de l'échec d'une prorogation du siècle *britannique*. Le XXI^e siècle procède de l'avortement du siècle *américain* qui paraissait tout à fait possible en 1991 lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Les raisons en sont politiques, économiques et financières et aussi, on a tendance à l'ignorer, à une nouvelle révolution dans l'art de la guerre.

■ **Royaliste : Comment en est-on venu à l'idée de l'hy-**

per-puissance américaine ?

Jacques Sapir : Le XX^e siècle politique se caractérise par des affrontements bloc contre bloc (les Alliés contre Empires centraux puis contre le III^e Reich, le Monde libre contre l'Union soviétique). La fin de l'Union soviétique fait disparaître cette logique du *bloc contre bloc*, ce que l'on constate en fait dès l'opération *Desert Storm* au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak.

La *Guerre du Golfe* de 1991 est aussi exemplaire par la capacité à utiliser les infrastructures prévues pour la guerre nucléaire dans une guerre à objectifs limités. Les forces armées irakiennes sont détruites par une combinaison de feu et de manœuvre engendrée par un dispositif global commandé à travers des systèmes conçus pour l'affrontement nucléaire. Comme pendant la Seconde Guerre mondiale, le global domine le local, à l'inverse de la Première Guerre mondiale où le local détermi-

nait le global : sans capacité à percer les lignes des tranchées adverses, aucun résultat stratégique n'était possible. Cependant, on ne prend pas Bagdad, on ne détruit pas le régime irakien afin de conserver un interlocuteur.

Ainsi, la guerre du Golfe consacre les États-Unis comme puissance dirigeante du monde, comme l'hyperpuissance qui dispose de la maîtrise militaire, politique et économique et qui impose la déréglementation financière.

Dès lors, les États-Unis sont dans une contradiction stratégique : ils veulent empêcher la Russie de redevenir une puissance mondiale, mais ils veulent aussi l'intégrer à leur modèle politique. Les deux objectifs sont incompatibles. Par ailleurs, ils sont dans une contradiction économique : si le capitalisme est dominant les États-Unis ne parviennent pas à gérer l'ordre mondial. Ils sont porteurs d'un *modèle* de capitalisme qui s'avère incohérent et aboutit à la crise

financière de 1997-1999, bientôt suivie de la *bulle internet*, et aujourd'hui de la crise dite des *subprimes*.

S'ajoute l'incapacité américaine à reproduire son hégémonie telle qu'elle l'avait construite en 1991. Dans les Balkans : Washington reconnaît Milosevic comme interlocuteur à Dayton puis s'ingénie à le détruire par le biais de l'intervention au Kosovo. Mais celle-ci se fait à la fois contre la Russie et la Chine. Même chose en Afghanistan : Madeleine Albright soutient les Talibans et rencontre l'opposition des Russes, des Iraniens, des Chinois, des Indiens - avant de se préparer à une confrontation avec ces mêmes Talibans quelques mois après leur entrée dans Kaboul. La politique du fils Bush est en germe dans les deux dernières années de la présidence Clinton : en 1999-2000, le *bon* Clinton a déjà largement dérivé vers l'interventionnisme et l'unilatéralisme que Bush reprendra et poussera plus en avant. C'est aussi sous Clinton, en 1999, que l'on finit de démanteler la réglementation bancaire, ouvrant la voie aux pratiques qui conduiront à la crise actuelle.

Cependant, l'invasion de l'Irak en 2003 produit bien un tournant qualitatif. Elle dresse une partie de l'opinion publique mondiale contre les États-Unis. Ces derniers, après leur entrée dans Bagdad, entrent dans un cauchemar militaire

dont ils ne sont toujours pas sortis. Les conséquences financières de cette opération contribuent à déséquilibrer massivement l'économie américaine en son cœur.

■ Royaliste : L'attitude des États-Unis permet de comprendre les réactions de bien d'autres pays...

Jacques Sapir : En effet. Les Iraniens observent que Saddam Hussein a renoncé aux armes de destructions massives et qu'il a tout de même été éliminé ; ils observent que les alliés des États-Unis dans la région (Israël et le Pakistan) disposent de l'arme nucléaire. Ils s'estiment fondés, du point de vue de leurs stricts intérêts nationaux, à disposer des mêmes armes. Je ne dis pas que c'est une bonne chose car si les Iraniens ont l'arme nucléaire, les Saoudiens voudront l'avoir aussi. Mais, la volonté nucléaire de l'Iran peut se comprendre comme une réaction. On constate que la politique américaine est à la fois dangereuse et inefficace.

■ Royaliste : C'est manifeste en Irak...

Jacques Sapir : Comme auparavant en Afghanistan et en Somalie, expériences cruelles dont les Américains n'ont pas tiré les leçons. Si on détruit le pouvoir politique et si l'on fait du même coup exploser la structure étatique du pays attaqué, on ne peut sortir de cette guerre qu'en reconstruisant de l'État - pour avoir un interlocuteur capable de conclure la paix. Mais pour construire l'État, il faut être dans une autre logique économique que celle du néolibéralisme. Un néo-libéral ne peut pas reconstruire de l'État.

En Afghanistan, il aurait fallu faire une politique de développement des infrastructures publiques et établir un pouvoir politique solide. Quand les Soviétiques ont quitté l'Afghanistan, le pouvoir qu'ils avaient installé a tenu encore trois ans. Si les Américains quittaient aujourd'hui le pays, Karzaï ne leur survivrait pas car il n'y a pas eu de politique de soutien aux paysans et pas de politique d'équipement. Même chose en Irak : à Bagdad, les adductions d'eau n'ont été remises en état qu'à l'automne 2006. Pour ga-

agner une population, il faut lui assurer un minimum de stabilité et des conditions de vie acceptables.

D'où cette observation générale : l'action globale ne peut plus gagner le local parce qu'elle n'a pas de relais avec le local. À nouveau, c'est la capacité de gagner la partie sur le terrain local qui permet la victoire stratégique globale. C'est un nouveau tournant, une nouvelle révolution dans les affaires militaires. Il faut partir du tactique, instituer un État, recréer des services publics... Les nouvelles technologies militaires jouent un faible rôle dans les conflits. Si les dépenses militaires inutiles étaient affectées à la construction de l'État et à la reconstruction du lien social, on pourrait obtenir, en concordance avec une action militaire, des résultats très positifs. Autrement dit : pour gagner une guerre, il faut savoir produire de l'État.

■ Royaliste : Quelle est votre analyse de la crise financière ?

Jacques Sapir : Ce n'est certes pas la crise de 1929 car les autorités financières tiennent compte des erreurs commises en 1929 : elles ont approvisionné les banques avant qu'elles ne fassent faillite. Nous avons donc évité le pire. Mais la crise est loin d'être finie.

Elle tire son origine de deux points. D'abord, les politiques néolibérales ont écrasé les classes moyennes. Depuis huit ans, si le revenu moyen a augmenté de 3 % et le revenu médian a stagné. Il en résulte que les 0,1 % les plus riches détiennent 9 % du revenu national et les 1 % environ 20 %. La répartition de la richesse est la même que celle qui existait à la veille de la crise de 1929. La croissance américaine n'a fonctionné que grâce au crédit, et on a donc atteint des taux d'endettement des ménages effrayants : 94 % du PIB aux États-Unis.

Ensuite, il faut mesurer l'impact d'une concurrence déréglementée dans la finance : les hypothèques dangereuses (*subprimes*) existaient depuis longtemps mais les vendeurs d'hypothèques



■ Le XXI^e siècle procède de l'avortement du siècle américain qui paraissait tout à fait possible en 1991 lorsque l'Union soviétique s'est effondrée.

ont pu emprunter de l'argent dans des conditions telles grâce aux techniques de titrisation qu'ils sont devenus de grands acteurs financiers, qui ont concurrencé d'autres acteurs financiers... qui se sont mis à les imiter. En 2006, ces fameuses hypothèques représentaient 17 % du stock total contre 3,5 % en 1999.

■ Royaliste : C'est parfois pire en Europe !

Jacques Sapir : Oui, et il s'agit de pays qu'on nous donne en exemple ! Les ménages britanniques sont endettés à 130 % ; les ménages espagnols à 124 %, les ménages irlandais à 119 %. En France, en Allemagne, les États sont plus endettés mais les ménages le sont beaucoup moins. Or l'endettement public est plus facile à gérer que l'endettement des ménages car l'État peut jouer avec la monnaie - ce que ne peuvent pas faire les ménages. Il faudra donc qu'un jour ou l'autre certains États rachètent la dette des ménages - ce qui la transformera en dette publique. La charge d'intérêts des ménages espagnols représente 45 % du revenu net moyen de ces ménages et atteindra 50 % fin 2008. L'Espagne est dans une situation délicate et les banques allemandes qui sont très engagées dans le pays risquent d'en supporter les conséquences.

■ Royaliste : À la crise financière s'ajoute une crise de l'ordre international...

Jacques Sapir : Si les États-Unis n'ont pas réussi à construire une hégémonie, ils con-

servent un poids suffisant pour empêcher une autre organisation du monde. Nous sommes dans le chaos, alors qu'il existe une solution : la composition de blocs de nations au niveau continental.

Nous sommes aussi dans une crise morale : les Occidentaux qui ne cessent de parler de démocratie ont dévalué cette notion de même que tout le discours sur les droits de l'homme. Je crois en l'existence de valeurs universelles mais ces valeurs ne sont plus acceptées : tel est le résultat de l'action américaine et de l'action occidentale pendant la période 1991-2003.

Il va nous falloir repenser l'organisation économique du monde, mais aussi celle de la France et de l'Europe. Il va falloir repenser notre organisation politique et militaire. Mais il va surtout falloir trouver les valeurs universelles sur lesquelles nous pourrions nous rassembler. Aujourd'hui ces valeurs universelles ne s'imposent plus avec l'évidence qu'elles avaient en 1945. Point par point, nous avons galvaudé la Charte des Nations unies et nous ne pouvons pas dire que c'est uniquement la faute des Américains et de leurs sièges nationaux.

La redéfinition de principes universels, collectivement élaborés, sera une question centrale pour la construction du nouveau XXI^e siècle.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

■ Jacques Sapir - « *Le nouveau XXI^e siècle - Du siècle « américain » au retour des nations* », Seuil, prix franco : 20 €.

Achat immédiat

Gisèle, Jean, Paul et le petit Roger....

Si vous les croisez dans la rue, vous ne leur prêteriez pas attention. Rien ne les distingue des autres passants - ni le visage, ni le regard, ni la silhouette, ni le vêtement. Comme tant d'autres parmi nous, ils sont entrés dans le grand âge.

C'est qu'ils étaient encore adolescents en 1940. Trop jeunes pour l'armée française mais pas pour la lutte armée. Des garçons et des filles - lycéens, ouvriers, artisans - de simples patriotes. Leurs parents et la République les avaient élevés dans ce sentiment. Certains, qui appartenaient à la famille communiste, ajoutaient au patriotisme une claire appréhension du fascisme qu'ils avaient vu triompher en Espagne. Ils entrèrent dans des réseaux, cachèrent des aviateurs alliés, fabriquèrent des bombes, firent sauter des trains. Tôt ou tard, ils furent arrêtés par la Gestapo, emprisonnés, déportés.

Ceux que je veux présenter arrivèrent par divers chemins au camp de Mauthausen. Gisèle Guillemot, Jean Gavard, Paul Le Caër et Roger Gouffault n'avaient pas vingt ans lorsqu'ils furent jetés en enfer. Ils ont survécu puis ils ont fait leur vie, normale dans ses apparences mais à jamais marquée par les années passées au camp. Ils ont attendu longtemps, parfois plusieurs décennies, avant de décider l'écriture et la publication d'un livre (1).

Publication confidentielle d'ouvrages aux titres empreints de retenue : la vie *entre parenthèses* de Gisèle ; la *jeunesse confisquée* de Jean Gavard... La plupart des édi-

teurs et des journalistes négligent ces modestes témoignages, préférant nous offrir maintes rééditions de Primo Levi et de Robert Antelme. Certes il faut lire et relire *Si c'est un homme* et *L'Espèce humaine*, mais les lecteurs étrangers aux camps nazis trouveront des pages tout aussi essentielles chez celles et ceux qui ne sont pas des écrivains reconnus et qui n'en sont pas moins des écrivains.

Faut-il les réputer *bons, excellents, admirables* ou encore *émouvants* ? Le mieux est de renoncer à tout adjectif qualificatif qui nous renverrait à un jugement esthétique tout à fait déplacé et qui pourrait paraître complaisant : Gisèle, Paul, Roger et Jean se retrouvent au sein de l'Amicale de Mauthausen, à laquelle j'appartiens. Je demande qu'on les lise, ainsi que les *simples récits* écrits par d'autres rescapés des camps nazis, non pour faire son **devoir de mémoire** mais pour que chacun participe au travail de la mémoire.

Il ne s'agit plus de compatir. Lorsque les anciens déportés sont rentrés des camps, ils ont été trop souvent reçus avec arrogance, interrogés sans ménagement et exposés à l'incrédulité. C'est en 1945 qu'ils avaient besoin de sollicitude. Maintenant, ils souhaitent qu'on les écoute afin que nous puissions com-

prendre *autant que possible* ce qu'ils ont vécu.

Ce travail de la mémoire, auquel nous sommes conviés, ne porte pas seulement sur l'histoire du système concentrationnaire nazi et des crimes qui y furent commis. Il n'est pas seulement effectué pour prévenir la résurgence du fascisme et du national-socialisme. À mes yeux, ces *simples récits* doivent être lus et médités comme autant de traités pratiques de résistance, dignes d'être étudiés par les philosophes.

Le nazisme est un nihilisme accompli, la plus méthodique de toutes les tentatives d'anéantissement, physique et métaphysique, d'êtres humains. Avant de mourir, les déportés devaient être changés en bêtes sauvages, tenaillées par la peur et par la faim. Certains, isolés, hébétés, tombaient dans une sorte d'animalité. D'autres choisissaient de mourir - ultime affirmation de leur libre arbitre. Beaucoup luttèrent, sachant que l'homme ne doit rien céder lorsque sa dignité est en jeu. Les philosophes méditeront la confrontation entre Roger Gouffault et un SS qui voulait lui faire dire en allemand qu'il *bouffait* comme les animaux alors que *le petit Roger* répétait sous les coups qu'un Français *mangeait* comme tout être humain. Pour un verbe, Roger était prêt à

mourir mais c'est le SS qui finalement renonça. La première résistance, personnelle, se faisait ainsi, par une parole, une chanson, un rire - preuves élémentaires d'humanité qui signifiaient au nazisme sa défaite sur l'essentiel.

La terrifiante organisation nazie fut également impuissante dans sa tentative de dissociation des déportés. Le camp aurait dû déchaîner la guerre de tous contre tous pour la cuillérée de soupe et le bout de pain. Existait au contraire une société fortement structurée en groupes nationaux et dirigée clandestinement par une organisation de résistance où se retrouvaient notamment des Espagnols - anciens combattants de l'armée républicaine - et des Français gaullistes ou communistes, catholiques ou athées. Du point de vue de la philosophie politique, il me paraît capital de constater que les appartenances nationales n'ont pas été détruites et que, au cœur de la pire des épreuves, les liens religieux, les solidarités militantes et les distinctions sociales étaient transcendés par une fraternité immédiate, concrète, que chacune et chacun pratiquait au péril de sa vie.

Savoir ce qui résiste ne signifie pas que l'on sera capable de résister, même dans les conditions de confort qui sont les nôtres et que nous devons à Gisèle, à Paul, à Jean et au petit Roger.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Gisèle Guillemot - « *Entre parenthèses* », L'Harmattan, 2008, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)

📖 Jean Gavard - « *Une jeunesse confisquée 1940-1945* », L'Harmattan, 2007, prix franco : 13,50 €. [Achat immédiat](#)

📖 Roger Gouffault - « *Quand l'homme sera-t-il humain ?* », 2^e édition, Écritures, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

📖 Matricule 34534 (Roger Gouffault) - « *Déporté à Mauthausen* », Écritures, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

📖 Paul Le Caër - « *Mauthausen, Crimes impunis* », OREP Éd., 2007, prix franco : 30 €. [Achat immédiat](#)

Philippe Ariès, sourcier de l'Histoire

Pour quelques-uns d'entre nous, l'ouvrage de Guillaume Gros sur Philippe Ariès, fruit d'un sérieux labeur universitaire, aura d'abord ranimé des souvenirs précieux. Nous avons connu l'historien de la famille et de *l'homme devant la mort* en ses dernières années. Il fut pour nous plus qu'amical, fraternel, n'hésitant pas à nous reconnaître comme proches de sa sensibilité et de ses engagements. La distance critique que nous prenions à l'égard de nos devanciers royalistes, il la comprenait d'autant mieux qu'il en avait été le précurseur. Mieux encore, il trouvait en nous des interlocuteurs passionnés et reconnaissants à l'égard de ses propres explorations dans l'Histoire, pressés par l'actualité post-soixante-huitarde à nous faire aussi ethnologues du présent, en empathie avec ce que les siècles précédents avaient façonné de notre personnalité collective. Bien sûr, la reconnaissance nous était sans doute plus facile, la nouvelle Histoire, celle des mentalités, ayant acquis ses titres de pleine légitimité, ce qui était loin d'être encore le cas dans l'immédiate après-guerre.

Guillaume Gros, en établissant minutieusement la chronologie de la biographie et de l'œuvre d'Ariès nous permet de prendre conscience de tout le chemin parcouru avant nous, même si nous n'étions pas tout à fait ignorants de caractéristiques majeures de l'évolution de sa pensée et de ses recherches. Déjà Michel Winock à travers les conversations ardentes de *l'historien du dimanche* nous avait permis de comprendre comment notre aîné avait négocié sa trajectoire, ses ruptures et ses nouveaux champs d'investigation. Mais les précisions apportées grâce à une documentation rigoureuse nous mettent plus à vif dans les débats et les combats, voire les contradictions admises d'un homme qui vécut aussi les drames de son temps parfois avec douleur, alors même que la longue durée le tirait hors des considérations trop partisans. Mais il avait trop le sens des différences pour s'abstenir lui-même du temps vécu qui était le sien.

Sans pouvoir résumer le parcours d'une existence, on retiendra la césure de la guerre. Alors qu'il a été très militant dans la période précédente, avec ses amis Boutang, Girardet, Léger chez les étudiants d'*Action française*, l'Occupation est pour l'historien en herbe comme un étonnant moment de retraite intellectuelle. Il publie alors son premier livre, *Les Traditions sociales dans les pays de France* qui annonce déjà ses travaux ultérieurs par son souci de pénétrer les profondeurs sociales, les stratifications subtiles, les liens de solidarité. Il accomplit donc un pas de travers par rapport à la culture qui a été la sienne et qui s'autorise du nom de Jacques Bainville. La suite montrera qu'il s'agit clairement d'un désaccord de fond. Tout d'abord son second livre, *Histoire des populations françaises*, pionnier dans le do-

maine de la démographie et des attitudes devant la vie, indique que l'essentiel ne réside pas dans les superstructures politiques mais s'incarne dans les profondeurs, à proximité du biologique, de l'inconscient et des représentations collectives. Parallèlement à ses recherches originales, il a accompli le suivi complet de l'historiographie moderne pour enrichir les bases épistémologiques concrètes de son savoir mais aussi bien préciser sa position personnelle. D'où un troisième livre *Le Temps de l'Histoire* paru en 1954 et dont l'importance ne fut saisie que par quelques rares privilégiés.

J'avoue moi-même que c'est Guillaume Gros qui m'a forcé à tirer ce volume de ma bibliothèque d'où il n'avait pas bougé depuis vingt ans. J'ai perçu alors l'injustice qui consistait à ignorer un essai qui a probablement une valeur analogue à *De la connaissance historique* de Marrou paru la même année et que l'on doit placer dans la trajectoire de la thèse fondatrice de Raymond Aron. Bien sûr il a sa couleur propre, beaucoup plus existentielle que celles de ses collègues. La parenté désormais revendiquée avec l'école

des Annales, et surtout ses fondateurs Marc Bloch et Lucien Febvre annonce non seulement les œuvres majeures qui vont venir plus tard mais aussi la reconnaissance ultérieure de l'auteur de *L'Homme devant la mort* comme un des initiateurs de l'histoire des mentalités. Ariès insistera beaucoup sur la distance qu'il a dû prendre avec tout point de vue partisan ou idéologique en renvoyant dos à dos marxisme et conservatisme. Mais il n'est pas sûr qu'en abandonnant Bainville il ait renoncé pour autant aux grandes controverses. En adoptant la dimension anthropologique n'amplifiait-il pas au contraire l'importance du champ soumis à son herméneutique ? Daniel Halévy, Gabriel Marcel, Jean Guitton se retrouveraient dans cette exploration qui allait bien au-delà des faits chers à une conception positiviste. Car, de façon décisive, elle répondrait à l'étonnement de-

vant l'énigme de notre existence.

À mon sens, son ami Pierre Boutang avait fort bien discerné, et sans attendre, quels enjeux capitaux l'historien avait dégagés, au-delà des joutes circonstancielles. « *Cette histoire, écrivait-il dans un article repris dans Les Abeilles de Delphes, est consubstantielle à l'homme, et révèle (à travers les institutions, les événements, les époques et les périodes) le sentiment que l'homme parvient à prendre de son être propre. Or quel est cet être ? C'est celui du temps, c'est le fait de naître, durer, engendrer et mourir. Cette histoire qui n'est ni des dieux ni des fourmis, c'est la nôtre, et les civilisations ne sont rien que les œuvres dans lesquelles des hommes différents expriment le sentiment qu'ils sont parvenus à déterminer, de leur destin ou de leur vocation.* » Ariès a anticipé sur toutes les grandes querelles les plus contemporaines, en reliant les sentiments les plus essentiels surgis de leur généalogie ancienne au présent le plus existentiel. La politique s'est d'ailleurs emparée de ces grandes causes que sont la naissance et la mort pour le meilleur et souvent pour le pire. Ajoutons qu'il y a aujourd'hui un côté obsolète aux polémiques contre l'histoire à la Bainville. S'il était nécessaire au jeune Philippe Ariès de s'en émanciper, il apparaît désormais que l'anthropologique profond n'abolit pas le politique. Pour se comprendre et vivre, les peuples ont besoin de tous les registres de l'Histoire.

Guillaume Gros - « *Ariès - Un traditionaliste non-conformiste* », Presses universitaires du Septentrion, prix franco : 23 €.

 Achat immédiat

par Gérard Leclerc



Naturellement incorrect

Encore un de ces romans vantant un peu facilement les mérites du retour à la terre ? Apparence trompeuse ; car il s'agit ici de tout à fait autre chose : un hymne tragi-comique au réenchantement du monde.

Un esprit rapide pourrait résumer en une ligne *Les Évangiles du Lac*, le deuxième roman d'Olivier Maulin - un parigot désabusé s'entiche bizarrement d'une gonze azimutée grave - mais il n'aurait alors rendu compte que de l'élément déclencheur du récit, passant à côté de tout ce qui en fait la saveur délicate et le charme entraînant. Tout se passe dans une de ces vallées désindustrialisées des Vosges, avec son lac et ses forêts, dont le tourisme semble prolonger interminablement l'agonie.

C'est là que débarque notre héros, et qui se trouve bientôt entraîné dans un univers étrange dont une fille bizarre s'est faite la grande prêtresse. Pour Suzy, serveuse dans l'auberge de son oncle, les grandes mythologies forestières ne sont pas mortes et l'univers qui l'entoure est tout entier peuplé de lutins et de fées. Et si, dans le coin, tout le monde ne partage pas ses lubies, il n'est personne pour chercher à l'en détourner. On ne sait jamais, après tout ? Le lecteur devait alors le témoin amusé de la confrontation burlesque entre le monde moderne et citadin, et le monde campagnard et enraciné. Vive la tradition, même si elle est patienne, au grand dam du curé local, et tant pis pour les certitudes de la modernité...

Suit toute une galerie de personnages, à commencer par le père de Suzy, surnommé Fifty-Fifty, un contrôleur SNCF qui voit sa ligne dépérir et s'enivre de nostalgie. Il y a aussi Louiele, un simplet au

physique de troll, bras droit de Suzy, qui, en certaines circonstances cite Aristote et se transforme en divinité érotique. Et Monsieur Ratatosk, l'écureuil domestique, indispensable compagnon de toutes les initiations. Et encore un musicien grec, échoué là par hasard, et qui, comme tous les Grecs, chante des chansons tristes. N'oublions pas le beau Rodolphe qui en 1993 a rétabli la monarchie pendant 24 heures !!! Et puis il y en a beaucoup d'autres, ceux du village et ceux de la ville, qui tous apportent leur grain de sel, un grain de sel sacrément salé, dont les attitudes déclenchent une franche hilarité.

On l'aura compris, nous sommes assez loin du roman réaliste ou de l'autofiction des écrivains nombrilistes ! *Les Évangiles du Lac* sont une épopée, un récit picaresque, un roman de chevalerie, sans le bric-à-brac de l'*heroic fantasy*. On y rit beaucoup, même si nous savons bien que les larmes ne sont jamais loin du rire. On y réfléchit aussi, mais sans subir de pesanteur démonstrative. Un conseil cependant : si vous êtes un bobo qui voyez dans le commerce de la nature une pratique hygiénique ou si vous croyez que les certitudes du *politiquement correct* sont les bases de notre liberté, alors passez votre chemin. Sinon ? Eh bien, allez-y, vous ne le regretterez pas !

Patrick PIERRAN

📖 Olivier Maulin - « *Les Évangiles du Lac* », Éd. L'Esprit des Péninsules, prix  Achat immédiat  franco : 22 €.

Princesse et artiste

Le Louvre consacre une exposition à Marie d'Orléans. La talentueuse fille cadette de Louis-Philippe s'y révèle représentative des goûts de son époque.

Marie d'Orléans est née à Palerme en 1813. Fille cadette de Louis-Philippe et de Marie-Amélie de Bourbon-Sicile, elle reçoit une éducation à la fois solide et ouverte sur son temps. On sait que la princesse avait peu de goût pour les mondanités et que, si elle était très pieuse - ses œuvres le prouvent - elle se montrait, comme son père, ouverte aux idées libérales. À travers un ensemble de dessins, de sculptures, de peintures, de meubles et objets personnels, le Musée du Louvre évoque l'œuvre et la personnalité de Marie d'Orléans.

Marie a tissé des liens avec des artistes comme l'architecte Théodore Charpentier, l'orfèvre Charles Wagner, et surtout Ary Scheffer (1). Professeur des enfants de Louis-Philippe, le peintre donne à la princesse des leçons de dessin à partir de 1822. En 1834, il l'engage à s'initier à la sculpture. Un dessin et une huile sur toile de l'artiste, représentant Marie d'Orléans dans son atelier, sont d'ailleurs exposés au Louvre. Ils voisinent avec les œuvres de la princesse, parmi lesquelles des projets de vitraux pour la chapelle Saint-Saturnin de Fontainebleau ; un *Ange de la résignation* ou *Ange à la porte du ciel*, sculpture sur plâtre de 1837 ; et la fameuse *Jeanne d'Arc à cheval pleurant à la vue d'un Anglais blessé*, un bronze fondu en 1835. C'est la lecture en 1834, sur les conseils de Michelet, de la *Chronique dite de la pucelle* qui inspira cette œuvre. Statue que

l'on retrouve sur un grand tableau d'Auguste Vinchon (1848) représentant Louis-Philippe et la famille royale, lors des visites des Galeries historiques de Versailles en 1839.

La seconde partie de l'exposition est consacrée au mobilier gothique de Marie d'Orléans, dans le style *troubadour* que l'époque affectionnait. C'est Théodore Charpentier qui fut chargé de transformer son cabinet de travail aux Tuileries. Aux meubles dessinés par l'architecte, la princesse mêlera dans son salon des pièces anciennes, souvent achetées en Belgique (sa sœur, Louise, avait été mariée au roi Léopold en 1832). Marie épouse en 1837 le duc Alexandre de Wurtemberg. Une très belle toile de Winterhalter la représente avec son fils, alors âgé de trois ans, né en 1838. De santé fragile, ses médecins l'envoient en Italie, où elle meurt à Pise en janvier 1839. En apprenant sa disparition, Jules Janin (2) dira : « *les artistes ont perdu une sœur* ».

Alain SOLARI

(1) Ary Scheffer : peintre français d'origine hollandaise (1795-1858), un des maîtres de la peinture romantique française.

(2) Jules Janin (1804-1874) : écrivain et critique dramatique.

■ Musée du Louvre, aile Richelieu : « *Marie d'Orléans, 1813-1839, princesse et artiste romantique* », jusqu'au 21 juillet 2008. Tous les jours (sauf mardi) de 9 h à 18 h. Nocturne mercredi et vendredi jusqu'à 22 h.

Une exposition en parallèle a lieu au musée Condé, à Chantilly, jusqu'au 21 juillet 2008.

Souscription

Une hirondelle ne fait pas le printemps...

Cette fois-ci je suis véritablement inquiet. Plus d'un mois après le lancement de notre souscription nous n'avons pas encore atteint la moitié de la somme qui nous est nécessaire pour que *Royaliste* puisse équilibrer son budget des prochains mois. Je vous avais demandé 10 000 euros, somme relativement modeste, mais qui nous est absolument nécessaire pour mettre en œuvre la campagne de prospection pour acquérir de nouveaux abonnés. Et cette quête de nouveaux abonnés est absolument indispensable. Si actuellement le produit des abonnements couvre les frais de fabrication et de gestion de *Royaliste*, nous devons compter cependant – en dépit d'un taux de réabonnement exceptionnel dans la presse française (plus de 80 %) – sur l'usure naturelle de notre *capital d'abonnés* (âge, décès, etc.). Abonnés qu'il nous faut impérativement remplacer pour conserver l'équilibre de notre budget et assurer la vie de *Royaliste*. C'est donc un appel pressant que je lance. Toutes les souscriptions, même les plus modestes, seront les bienvenues. Mais ne tardez plus, le temps presse...

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

Claude-Eugène Anglade 53 € - Bernard Barbiche 30 € - Nicolas Bertrand 10 € - J.B. (Saône et Loire) 50 € - Didier Bourdelin 30 € - Amadeu Ciscar Penella 188 € - François Denoël 100 € - Véronique et Fabien Desmeaux 40 € - Michel Fontaurelle 300 € - Hervé Duval 50 € - Etienne Harel 15 € - Renée Lavaut 30 € - Alexandra Lavaut 20 € - Jacques Lefflaive 80 € - Jean-Pierre Lopez 5 € - Philippe Parisy 15 € - Michel et Monique Pinçon 100 € - Max Roche 20 € - Hervé Rumin 53 € - D.R. (Isère) 10 € - Jacques Solé 100 € - Grégory Thomas 15 € - Marcel Veyrenc 70 €.

Total de cette liste : 1 384,00 €

Total précédent : 3 069,44 €

Total général : 4453,44 €

[Faire un don en ligne](#)

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, qui vient d'être renouvelé, se réunira à Paris le **dimanche 22 juin** prochain.

Les nouveaux membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st>
(Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 11 juin** - Historien, **Patrice GUENIEF** est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Spécialiste de la Révolution française, nous l'avons reçu pour son ouvrage sur la Terreur. Il revient pour nous expliquer l'épilogue la période révolutionnaire : « **Le dix-huit brumaire** » qui permet de sortir la France de l'impasse. Le républicanisme est ensanglanté par la Terreur et le Directoire est un échec mais la restauration monarchique n'est pas possible... Largement approuvé sur le moment, dénoncé par la suite, le coup d'État doit être analysé dans sa signification et sa portée : marque-t-il vraiment la fin de la Révolution ou fut-il salutaire pour la République ? Pourquoi le général Bonaparte devient-il l'homme providentiel ? Comment réussit-il cette prise du pouvoir sans victimes ni proscrits ? Quel est la nature du régime politique qu'il institue ? Dans quelle mesure le bonapartisme a-t-il marqué les institutions et la vie politique française au XIX^e et au XX^e siècle ?

● **Mercredi 18 juin** - Tout le monde connaît la triste histoire

de Louis XVII, l'Enfant du temple, et du mystère qui a longtemps plané sur sa fin tragique. Enigme brillamment résolue par Philippe Delorme à la suite d'une enquête historique rigoureuse doublée d'une analyse scientifique qui a confirmé son résultat. Mais Louis XVII n'était pas le seul enfant de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Avec son nouveau livre « **Les princes du malheur** » **Philippe DELORME** revient sur le destin tragique des quatre enfants du couple royal. Grâce à de nombreuses archives, pour beaucoup inédites, il nous fait revivre leur quotidien et comprendre leurs rapports familiaux et affectifs. Les ors de Versailles, le crépuscule des lys, l'instauration de la Terreur et pour finir le sordide cachot du Temple, c'est tout un pan de notre histoire que l'on retrouve là.

● **Mercredi 25 juin** - Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'ENA, **Arnaud TEYSSIER** est à la fois historien et haut fonctionnaire. Spécialiste de l'histoire politique contemporaine, il a publié, entre autres ouvrages, un *Lyautey* pour lequel nous l'avons reçu et l'année dernière un essai sur Richelieu qu'il nous avait également présenté. Arnaud Teyssier revient parmi nous avec une biographie de « **Charles Péguy** ». La figure du poète inspiré et du politique intransigeant est connue. Mais il faut prendre la mesure de la cohérence de ce dreyfusard qui rompit avec les socialistes, de ce patriote républicain qui admirait les rois de France, de ce chrétien qui ne cessa de penser et d'agir selon sa foi. Évoquer Péguy, le lire ou le relire, c'est surtout prendre des leçons de courage et de rectitude indispensables aux époques où surgit la tentation du compromis, de la corruption et du découragement.

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

[Faire un don en ligne](#)

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Prendre des risques

Qu'est-ce qu'un homme d'État ? « *Un homme capable de prendre des risques* ». Le général de Gaulle, qui donnait cette définition, est exemplaire à cet égard : l'homme de Londres avait été condamné à mort par Vichy.

Le cas est exceptionnel et nul ne saurait souhaiter que se reproduisent les circonstances dans lesquelles un général de brigade à titre temporaire a affirmé sa légitimité, selon l'histoire et selon les impératifs de la défense nationale. La raison politique se défie des évocations romantiques et craint la gestuelle héroïque. Pour le service de l'État en temps de paix, le courage ordinaire suffit. Je l'ai souvent dit à des responsables de haut rang : la prise de risques politiques sérieux peut mettre en péril un siège de député ou un fauteuil de ministre mais pas la carte Vitale et les points de retraite.

Quels risques ? Celui de rompre avec l'oligarchie, de faire scission au sein d'un grand parti, de proposer un programme de gouvernement fondé sur des principes fondamentaux (ceux du gaullisme, du socialisme, du libéralisme...) et offrant de nouvelles perspectives. Au modeste courage politique, il faut ajouter cette aventure plus personnelle qui consisterait à penser et à agir sans les prétendus experts et autres conseillers en communication, sans regarder les sondages ni prendre au sérieux les mises en garde solennelles de trois éditorialistes et d'un quarteron d'intellocrates.

On m'opposera des campagnes électorales qui furent de formidables défis, des traversées du désert, des revanches

inattendues. Je ne les néglige pas mais on ne peut confondre l'action qui a pour moteur une ambition personnelle et le service de l'État qui impose le sacrifice de tout ou partie de soi-même – à commencer par la perte de l'estime acquise dans la société des puissants. Beaucoup sont rentrés dans le rang par simple crainte de perdre une réputation tissée au fil des relations mondaines.



Le comportement excessif de Nicolas Sarkozy est à cet égard tout à fait remarquable : il ne respecte pas plus les convenances que le droit constitutionnel mais il se conforme aux usages et aux normes de ses amis du spectacle et de la finance.

Qu'y faire ? Les injonctions morales ne sont pas de notre ressort et de toutes manières ne serviraient à rien : par définition, les oligarques respectent les valeurs de l'oligarchie, qui sont à l'opposé de celles du commun. Je propose donc qu'on leur tienne le seul langage susceptible de les émouvoir : celui de leurs intérêts à moyen terme, en prenant en très haute considération le souci qu'ils ont de leur confort, de leur argent, de leur réputation.

Chers hiérarques socialistes et sarkoziens, songez un instant aux révolutions qui ont bouleversé les deux derniers siècles : il arrive toujours un moment où « *les gens* », comme vous dites, ne supportent plus les mensonges qui sont censés masquer l'incapacité, l'arrogance et la corruption d'une caste qui se croit d'essence supérieure. Épargnez-vous une vengeance populaire qui vous priverait de tout. Ayez le courage de vous sauver vous-mêmes en tenant à vos amis et complices un langage non moins salubre :

« Chers patrons, qui pratiquez le « *management par le stress* » - entre autres cruautés - et jouissez de revenus inouïs, ne croyez-vous pas que vos salariés poussés à bout finiront par retourner la violence qui les frappe contre vous-mêmes ? »

« Chers dirigeants syndicaux ne pensez pas que les manœuvres et manipulations dont nous tenons ici le compte exact permettront de repousser aux calendes grecques l'explosion sociale que vous redoutez. En vous laissant humilier par Nicolas Sarkozy, en passant des compromis qui accélèrent la destruction de la protection sociale, vous finirez par provoquer, contre vous, des scissions salutaires ou des révolutions d'appareil.

« Chers banquiers, qui tentez de vous protéger contre tous les risques par des procédés d'une complexité inouïe, ne voyez-vous pas que vos spéculations entraînent des pertes colossales qui peuvent provoquer votre élimination ? ».

Tous devraient comprendre que le risque suprême est de ne pas prendre de risques. Mais leur voracité m'inquiète : ils se hâtent de jouir de l'argent, du confort, de la considération comme s'ils étaient sûrs de bientôt tout perdre.

Bertrand RENOUVIN